

REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
CICÉRON, *de Orat.*, II, 15.

VINGT-SEPTIÈME ANNÉE.

TOME SOIXANTE-DIX-HUITIÈME

Janvier-Avril 1902.



PARIS
FÉLIX ALCAN, Éditeur
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{ie}
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
AU COIN DE LA RUE HAUTEFEUILLE
1902

TALLEYRAND EN 1830

D'APRÈS LES MÉMOIRES CONTEMPORAINS

Les diplomates les plus discrets ne résistent guère à la tentation des confidences et des révélations posthumes. Mais, en cela, Talleyrand s'est montré, après sa mort comme pendant sa vie, le prince des diplomates. Peut-être voulait-il, en dissimulant le rôle important qu'il avait joué dans certaines circonstances, qu'on fût obligé de le deviner, et de le découvrir comme grandi par un long mystère. Peut-être avait-il quelque vue plus pratique et quelque objet plus immédiat. Quoi qu'il en soit, ses *Mémoires*, d'ailleurs publiés tardivement, sous une forme incomplète et peu satisfaisante, nous offrent de beaux exemples de ce silence dont il avait fait sa grande ressource et son art suprême. On sait qu'il distinguait et qu'il observait bien des manières différentes de se taire : insinuante, pour préparer les esprits à ce qu'on ne voulait pas dire encore ; significative, meilleure pour définir une situation que tous les discours ; impénétrable, qui ne laissait rien voir et rien soupçonner. C'est à cette dernière qu'il a eu recours dans le passage des *Mémoires* qui a trait à la Révolution de 1830.

I.

Je n'ai pas cessé, écrit-il, de souhaiter le maintien de la Restauration..., je n'ai rien fait pour l'ébranler et je refuse toute solidarité avec ceux qui se vantent d'avoir contribué à sa chute... Mais, du moment où la légitimité elle-même trahissait son principe, il fallait chercher le salut de la France au hasard et sauver au moins, si cela était possible, le principe monarchique...¹. Je m'arrête au fait de la

1. Talleyrand, *Mémoires*, III, 326.

nécessité dans laquelle la France a été placée de se choisir un gouvernement. Il m'est d'autant plus aisé de déclarer que le choix qu'elle a fait était le meilleur possible dans les circonstances données, que je n'ai eu aucune action dans cette création. Je l'ai acceptée, je m'y suis rattaché comme à une ancre de salut, et je l'ai servie avec empressement, parce que, ce gouvernement croulant, je ne voyais plus que la république et les effrayantes conséquences qu'elle amenait avec elle : l'anarchie, la guerre révolutionnaire et les malheurs auxquels la France avait été arrachée avec tant de peine en 1815¹.

Voilà qui est clair. Talleyrand n'a rien fait contre la Restauration. Talleyrand n'est pour rien dans l'avènement de Louis-Philippe. Il s'est incliné devant les faits, dont il n'a été que le spectateur, et, en politique réaliste, s'est demandé uniquement quel était le meilleur parti à tirer des résultats acquis. Mais, cette version fût-elle la vraie, il ne serait pas sans intérêt de connaître la version opposée. Pendant les premières années du nouveau règne, tandis que Talleyrand, ambassadeur de France à Londres, semblait voué tout entier à sa mission diplomatique, des bruits singuliers couraient, à la fois parmi les légitimistes et les républicains. On disait qu'il était l'âme occulte du régime et qu'il avait pris la plus grande part à sa fondation. Avant et pendant les journées de Juillet, invisible et tout-puissant, il aurait fait manœuvrer députés et négociateurs comme des marionnettes. Il aurait conduit le duc d'Orléans comme par la main de Neuilly au Palais-Royal et du Palais-Royal aux Tuileries, et il en aurait fait un roi pour régner sous son nom.

Chateaubriand l'accuse d'avoir un des premiers mené campagne en faveur d'un changement de dynastie en soutenant secrètement le journal orléaniste par excellence, *le National*. « Un journal, composé dans le but avoué de renverser l'ancienne dynastie, vint échauffer les esprits... MM. Mignet, Thiers et Carrel en étaient les rédacteurs. Le patron du *National*, M. de Talleyrand, n'apportait pas un sou à la caisse : il souillait seulement l'esprit du journal en versant au fond commun son contingent de trahison et de pourriture². » Cabet, le même qui écrivit en 1848 la fameuse *Icarie*, énumérant les hommes qui com-

1. Talleyrand, *Mémoires*, III, 327.

2. Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, IX, 666.

posaient, avant 1830, le parti du duc d'Orléans, ajoute : « C'est Talleyrand qui est l'âme et le chef du complot¹. » Un autre écrivain républicain, Sarrans, a donné à cette légende, si c'en est une, sa forme la plus complète. Selon lui, Talleyrand, prévenu du coup d'État qui se préparait, se serait, dès le 25 juillet, concerté avec Louis-Philippe². Pendant les journées, il aurait inspiré la conduite de Laffitte, le partisan le plus actif du duc d'Orléans³. Au moment décisif, il serait intervenu personnellement pour déterminer le prince à accepter le titre provisoire de lieutenant général, et il aurait été ainsi « l'arbitre souverain de la révolution de Juillet⁴. » Sans doute, ce sont là des sources de valeur douteuse : Cabet était un homme de parti tant soit peu visionnaire, Chateaubriand un poète en qui le génie inventif l'emportait de beaucoup sur la simple véracité⁵; Sarrans semble avoir appartenu à l'entourage de La Fayette, et ses livres ne sont que des écrits de polémique républicaine. Mais des historiens proprement dits, qui ont eu accès à des documents inédits, viennent répéter et confirmer leur dire. Viel-Castel, il est vrai, déclare que « M. de Talleyrand ne semble pas avoir pris une part active aux événements de ces terribles journées⁶. » Mais déjà M. Thureau-Dangin admet que, « si le duc d'Orléans vint au Palais-Royal, ce fut peut-être sur le conseil de Talleyrand⁷. »

Le meilleur ouvrage que nous possédions sur cette époque, — et probablement sur une époque quelconque de notre histoire contemporaine, — est la *Geschichte Frankreichs* de Karl Hillebrand. Le seul fait que l'auteur est un étranger est une garantie d'impartialité. Or, c'est dans Hillebrand que le rôle de Talleyrand en 1830 prend le plus de relief. Non seulement il est le patron de Thiers, le directeur de l'opposition antidynastique⁸, mais c'est vraiment lui qui marque à la révolution de Juillet son

1. Cabet, *Révolution de 1830 et situation présente* (1834), p. 102.

2. Sarrans, *La Fayette et la révolution de Juillet*, I, 158.

3. *Ibid.*, 158. Voir aussi Marrast, *Document pour l'histoire de France ou Conduite des députés pendant le règne du peuple*, p. 25.

4. Sarrans, *La Fayette et la révolution de Juillet*, II, 255.

5. M. J. Bédier a démontré récemment, par deux articles de la *Revue d'histoire littéraire* sur les voyages de Chateaubriand en Amérique, qu'une part de ses récits est purement imaginaire.

6. Viel-Castel, *Histoire de la Restauration*, XX, 654.

7. Thureau-Dangin, *Histoire de la monarchie de Juillet*, I, 13.

8. Hillebrand, *Gesch. Frankreichs*, I, LXXXII.

terme et son issue. C'est lui qui fait mettre en avant le nom du duc d'Orléans¹, qui invente la lieutenance générale², qui oblige Louis-Philippe à venir l'accepter³; c'est lui enfin qui s'entend avec les ambassadeurs étrangers pour assurer l'existence reconnue de la monarchie nouvelle⁴. Ce n'est plus une rumeur contemporaine, vague et suspecte comme toutes les rumeurs, mais une affirmation précise, détaillée, appuyée selon toute vraisemblance sur des témoignages oraux, et que la valeur indiscutable de l'ouvrage où elle est énoncée suffit à revêtir d'autorité. A cette affirmation s'oppose le silence et même la dénégation de Talleyrand en personne. Que faut-il penser du fait, et pourquoi cette contradiction ?

II.

Sur l'attitude de Talleyrand pendant les dernières années de la Restauration, il n'y a guère place pour le doute, et ce qu'il a pu dire à ce sujet compte peu. Tous les témoignages s'accordent à le représenter comme discrètement et sournoisement hostile au régime. Ce régime, il avait contribué plus que personne à l'établir. Au retour du congrès de Vienne, il s'était vu premier ministre de Louis XVIII, maître de la politique intérieure de la France comme de sa politique étrangère. Mais le 24 septembre 1815, un mois après les élections de la Chambre introuvable, il tomba. Dès lors, sa carrière parut terminée. On le tint à l'écart. On le regardait avec défiance; le titre honorifique de grand chambellan, qu'on lui avait accordé, marquait qu'il avait cessé d'appartenir à la vie active. Il est naturel qu'il ait gardé rancune à la Restauration pour lui avoir apporté, après de telles espérances, une telle déception.

Retiré dans son fameux hôtel de la rue Saint-Florentin, où Alexandre I^{er}, en 1814, avait été son hôte, il voyait passer les hommes et les choses avec un détachement dédaigneux qui n'était pas entièrement feint. Mais il avait conservé toutes ses anciennes relations : les membres du corps diplomatique, qu'il connaissait personnellement pour la plupart, venaient volontiers

1. Hillebrand, *Gesch. Frankreichs*, I, CIX.

2. *Ibid.*, I, CIV, CV, CXVII.

3. *Ibid.*, I, CX.

4. *Ibid.*, I, CXL, CXLI.

lui rendre visite et causer avec lui des affaires de l'Europe¹. Il comptait parmi ses familiers des hommes comme Barante, Pasquier, le duc de Broglie, qui aimaient à prendre ses avis et trouvaient dans sa conversation des leçons précieuses de finesse, de souplesse et de sagacité politique. Il avait des relations plus étroites avec quelques-uns des anciens serviteurs de l'Empire devenus constitutionnels et doctrinaires, en particulier avec le général Sébastiani². Il était en rapports très courtois avec la famille d'Orléans, c'est-à-dire avec le duc et sa sœur, M^{me} Adélaïde³. Sa maison était avant tout un lieu d'information et d'observation, nullement un centre d'opposition caractérisée : on se contentait d'y accueillir avec une faveur plus marquée les nouvelles alarmantes et d'y observer avec une joie maligne toutes les fautes et tous les insuccès du gouvernement.

Sous le règne de Charles X, cette malveillance si attentive et si bien renseignée se renforça de toutes sortes de vieilles inimitiés qui remontaient à l'ancien régime. Talleyrand commençait à laisser échapper, dans son cercle intime, des paroles significatives. Il se plaisait à revenir souvent sur les principes du régime constitutionnel. Il écrivait au baron de Barante : « Le portrait du roi d'Angleterre, sous lequel il y a : il règne, mais il ne gouverne pas, entre bien dans nos affaires⁴. » On lui attribuait un mot plus grave : « La famille des Bourbons était nécessaire en 1814 à la paix de l'Europe. Son éloignement importe aujourd'hui à la tranquillité de la France⁵. » A mesure que les événements se succédaient et se précipitaient, que l'aveuglement du roi et de son entourage devenait plus évident et plus dangereux, ses prévisions, sinon ses vœux, prenaient une forme plus définie. « Comme tous les gens de bon sens, il prévoyait que Charles X ne tarderait pas à se perdre et que sa chute ne pourrait avoir d'autre dénouement que la royauté du duc d'Orléans⁶. »

Est-il allé jusqu'à battre en brèche la Restauration, dont il

1. Cf. Capefigue, *l'Europe depuis l'avènement de Louis-Philippe*, II, 136.

2. Dupin (*Mémoires*, II, 449) va jusqu'à dire que Sébastiani était la créature de Talleyrand.

3. Voir le recueil intitulé *Talleyrand et la maison d'Orléans*, par la comtesse de Mirabeau.

4. Baron de Barante, *Souvenirs*, III, 559.

5. Rozet, *Chronique de Juillet*, I, 19. L'authenticité du mot n'est pas certaine.

6. Baron de Barante, *Mémoires*, III, 584.

annonçait la chute? Et, pour préciser, a-t-il prêté son concours à la fondation du *National*? Sur ce point, Hillebrand est tout à fait affirmatif et entre même dans les détails¹. Il est certain que Thiers, tout à fait au début de sa carrière, en 1823, lui fut présenté par Manuel. Le vieux diplomate se connaissait en hommes et discerna aussitôt, sous cette faconde brillante, ce talent facile de journaliste et d'écrivain, une habileté et un sens pratique peu communs. Dès ce moment, il l'encouragea et le protégea, ainsi que son ami et collaborateur Mignet, et s'intéressa à leurs premières publications².

Le *National* commença de paraître le 3 janvier 1830. Il est vraisemblable qu'une préparation de quelques mois avait été nécessaire. Or, dans l'été de 1829, Talleyrand était au château de Rochecotte, chez sa nièce, la belle duchesse de Dino, quand il y reçut la visite de Thiers et d'Armand Carrel. Un texte peu connu, mais qui semble probant, en témoigne et rapporte à ce fait celui de la fondation du *National* : « MM. Thiers et Carrel, qui en furent les fondateurs, se rendirent pour cela au château de Rochecotte, qu'habitait Talleyrand, et tous les apprêts de cette entreprise y furent réglés. La police royale fut informée de tout cela par Donnadiou, dans le commandement duquel se trouvait le château; mais il ne fut pris aucune mesure pour en empêcher les conséquences. Le général Donnadiou, qui nous l'a lui-même raconté, doutait que sa dépêche eût été remise au roi³. »

Est-ce sur ce témoignage du général Donnadiou, est-ce sur un témoignage oral de Thiers que Hillebrand s'est appuyé? Toujours est-il que son récit concorde avec celui que nous venons de citer : « C'est à Rochecotte que fut projetée la machine qui devait frayer à la branche cadette de la maison de Bourbon le chemin du trône⁴. »

Il faut se rappeler la campagne acharnée menée par le *National*, non seulement contre le ministère Polignac, mais contre la dynastie même. Dès le premier numéro, la révolution anglaise de 1688 était proposée à la France pour précédent et

1. Hillebrand, *Gesch. Frankreichs*, I, LXXXII.

2. Id., *Ibid.*; E. Laya, *Études historiques sur la vie de M. Thiers*, I, 27, 29; Ch. de Mazade, *M. Thiers*, p. 39.

3. L.-G. Michaud, *Histoire politique et privée de Charles-Maurice de Talleyrand*, p. 176.

4. Hillebrand, *Gesch. Frankreichs*, II, LXXXII.

pour modèle. « Une dynastie ne savait pas régner sur une société nouvellement constituée, et l'on choisit une autre famille qui le sût mieux... Il n'y a plus de révolution possible en France; il n'y a plus qu'un accident. Qu'est-ce qu'un accident? Changer les personnes sans les choses... Si l'on ne veut pas passer le canal, il faudra passer l'Océan¹. » Par des allusions transparentes, l'on allait jusqu'à désigner d'une manière non équivoque le candidat au trône : « En 1688, l'on fut si peu révolutionnaire que l'on respecta autant que possible le vieux droit, et que l'on choisit la famille de ceux qui étaient les plus proches parents du prince destitué²... » — « La France doit être désabusée des personnes; elle a aimé le génie et elle a appris ce qu'il en coûte : des vertus simples, modestes et solides, voilà ce qu'il faut au pays³. » Si, comme le dit Talleyrand, « l'idée d'une substitution de la branche cadette à la branche aînée courait pour ainsi dire les rues⁴, » ce fut grâce au *National*, inspiré et soutenu par Talleyrand lui-même.

III.

Que, pendant les journées de Juillet, Talleyrand ne se soit montré nulle part, n'ait pas quitté un instant sa maison de la rue Saint-Florentin, cela n'a rien qui puisse nous surprendre. Eût-il été homme à courir les rues en temps de révolution, son âge et son infirmité l'en auraient empêché. Mais il ne s'ensuit point qu'il ait assisté à cette grande crise en spectateur indifférent.

Les événements se déroulaient sous ses yeux mêmes. Il demeurait tout près des Tuileries, à quelques pas de la Chambre des députés, non loin du Palais-Royal, et sur la route qui allait de Saint-Cloud à l'hôtel de ville. Une fois de plus, il se trouvait à un poste d'observation merveilleux. « Le second jour des événements de Juillet, » écrit le duc de Broglie, « traversant la rue de Rivoli vers 6 heures du soir, au bruit lointain de la fusillade, et voyant M. de Talleyrand à la fenêtre de son entresol, j'y montai pour lui raconter le peu que je savais⁵. » Le 30 juillet, c'est Pasquier qui passe

1. *National* du 3 janvier 1830.

2. *National* du 12 février 1830.

3. *National* du 19 février 1830.

4. Talleyrand, *Mémoires*, III, 326.

5. Duc de Broglie, *Souvenirs* (1785-1870), IV, 55.

au coin de la rue Saint-Florentin : « M. de Talleyrand, qui était derrière le rideau de sa fenêtre à l'entresol, frappa aux vitres et me fit signe de monter : je le trouvai dans la plus grande agitation¹. » Ainsi il était là, à sa fenêtre, avide de nouvelles, guettant ses amis au passage pour leur demander ce qu'ils savaient, — peut-être pour leur donner des conseils, sinon des instructions.

Il recevait d'ailleurs des visites plus importantes. Le duc de Broglie, retenu à dîner le 28 juillet, vit arriver au dessert « l'ambassadeur d'Angleterre, sir Charles Stuart. Leur entretien fut long. Au point où nous en étions, ils ne se gênèrent pas en ma présence, et ce qu'ils se dirent sur ce qui ne devait pas manquer d'arriver n'était pas, à coup sûr, de gens qui en parlassent pour la première fois². » Ce qui ne devait pas manquer d'arriver, en langage orléaniste, cela veut dire : la royauté du duc d'Orléans. Notons cependant que le confident de Talleyrand, Sébastiani, était un de ceux qui, à ce moment, faisaient les plus grands efforts pour rendre possibles des négociations et une réconciliation avec la cour³.

Le 29, la bataille devint plus ardente : c'étaient le Louvre et les Tuileries que le peuple assiégeait. Vers midi, l'on vint dire à Talleyrand que des régiments entiers mettaient bas les armes. Il tira, dit-on, sa montre, et, regardant l'heure : « Le 29 juillet 1830, à midi cinq, la branche aînée de la maison de Bourbon a cessé de régner⁴. » Le mot peut n'être pas authentique ; en tout cas, il se placerait à l'instant où Talleyrand allait passer de l'observation à l'action. Il est peu vraisemblable qu'il ait joué le rôle universel que Hillebrand lui attribue. Nous n'avons pas la moindre preuve qu'il ait collaboré à la proclamation du *National*, qui, dès le 30 au matin, proposait à la foule le duc d'Orléans comme chef. Mais nous retrouvons d'autre part les traces de son intervention discrète et efficace.

Sir Henry Bulwer Lytton, pour écrire sa vie de Talleyrand, a utilisé un grand nombre de renseignements d'origine diplomatique et de confidences verbales. Voici ce qu'il rapporte :

1. Pasquier, *Mémoires*, VI, 290.

2. Duc de Broglie, *Souvenirs*, IV, 55.

3. Voir Armand Marrast, *Document pour l'histoire de France*, 5. — Un ancien magistrat (Boullée), *Histoire de la dernière année de la Restauration*, I, 242. — S. Berard, *Souvenirs historiques*, 68. — Duc de Broglie, *Souvenirs*, III, 294.

4. Hillebrand, *Gesch. Frankreichs*, I, civ.

Le récit suivant de la part que M. de Talleyrand a prise à la nouvelle révolution me fut fait par quelqu'un qui a joué lui-même un rôle dans l'histoire que je relate d'après lui. Pendant les deux premières journées de l'insurrection, 27 et 28 juillet, M. de Talleyrand parla peu, ou plutôt ne dit rien, restant tranquillement chez lui et se refusant à toute visite; le troisième jour, il fit appeler son secrétaire, et, avec cette manière insinuante qu'il savait si bien prendre lorsqu'il avait quelque chose à demander, il lui dit : « Monsieur C., j'ai un service à vous demander. Allez pour moi à Saint-Cloud (la chose présentait à ce moment assez de dangers et de difficultés). Voyez si la famille royale est toujours là et ce qu'elle y fait. » — Le secrétaire y alla et trouva Charles X sur le point de partir pour Rambouillet. M. de Talleyrand, qui, en l'absence de son messenger, avait vu le général Sébastiani, le général Gérard et deux ou trois autres personnes influentes du même parti et des mêmes opinions, en apprenant que le roi avait quitté Saint-Cloud, se retira dans sa chambre, où il demeura seul deux heures environ. Puis il envoya de nouveau chercher le même messenger, et cette fois son ton fut encore, s'il est possible, plus persuasif qu'auparavant : « J'ai de nouveau un autre et plus grand service à vous demander, Monsieur C. Allez pour moi à Neuilly. Parvenez d'une manière ou d'une autre jusqu'à M^{me} Adélaïde. Remettez-lui ce papier, et, quand elle l'aura lu, ou faites-le brûler sous vos yeux ou rapportez-le moi. » — Le papier contenait simplement ces mots : « Madame peut avoir toute confiance dans le porteur, qui est mon secrétaire. — Quand Madame l'aura lu, vous lui direz qu'il n'y a pas un moment à perdre. Il faut que M. le duc d'Orléans soit ici demain. Il ne doit pas prendre d'autre titre que celui de lieutenant général, qui lui a été accordé. Le reste viendra. »

Porteur de ce message confidentiel, M. C. partit. Ce fut à grand-peine qu'il parvint au château et jusqu'à Madame, car les portes de Neuilly étaient fermées à tout le monde. Lorsqu'il eut dit qu'il apportait un message de M. de Talleyrand : « Ah! ce bon prince, j'étais sûre qu'il ne nous oublierait pas. » Le messenger remit alors ses lettres de créance et son message. « Dites au prince que je lui donne ma parole que mon frère suivra son avis : il sera ici demain, » telle fut la réponse. Après quoi M. C. eut le courage de demander, quoiqu'en hésitant un peu, ou que la lettre fût brûlée ou qu'elle lui fût rendue. Elle lui fut restituée, et il la remit à M. de Talleyrand, qui, soit dit en passant, n'oublia pas de la lui réclamer¹.

1. Sir Henry Bulwer Lytton, *Essai sur Talleyrand*, trad. Perrot, 329-331.

Le fait est relaté par Pasquier d'une manière assez différente. Pasquier, le 30 juillet, était monté chez Talleyrand :

Il me parla du duc d'Orléans. « On va, me dit-il, se servir de lui; on va le mettre en avant. Il peut en effet jouer un grand et beau rôle, mais comprend-il sa situation? Saura-t-il qu'il faut avant tout négocier? que ce n'est que de cette manière qu'on peut sortir de la terrible crise où nous voilà jetés? Je meurs de peur qu'il ne se laisse entraîner à quelque parti qui rendrait ensuite tout rapprochement impossible. Avez-vous entendu dire qu'on voulait le nommer lieutenant général? A mon sens, c'est aller beaucoup trop vite. Je voudrais qu'il n'acceptât que le titre de commandant de Paris. Avec ce titre, il peut se mettre à la tête de tout et ne sera gêné pour rien. » Comme j'abondais dans son sens, il me montra une lettre qu'il venait d'écrire à M^{lle} d'Orléans et me consulta sur l'opportunité de cet envoi. Je l'approuvai; il appela un secrétaire de confiance qu'il fit partir aussitôt pour Neuilly¹.

Talleyrand a correspondu, pendant les journées de Juillet, avec M^{me} Adélaïde, sœur de Louis-Philippe; il lui a fait parvenir des encouragements et des conseils. Sur ce point capital, les deux témoignages s'accordent. Quant aux circonstances et à la portée de cette correspondance, elles ne nous apparaissent qu'assez confusément à travers les contradictions des textes. Mais ces contradictions ne semblent pas insolubles.

IV.

La première question qui se pose est celle de la date. Selon Pasquier, le fait a eu lieu le 30 juillet; selon Bulwer Lytton, pendant la troisième journée de la Révolution, c'est-à-dire le 29. Le temps, en de pareils moments de l'histoire, a une valeur singulière. Et le rôle de Talleyrand est tout différent, selon qu'il a commencé d'agir le 29 ou le 30. Le 29 juillet, le nom du duc d'Orléans, à peine prononcé dans quelques réunions d'hommes politiques, n'avait pas encore été crié dans les rues, placardé sur les murs. Personne, si ce n'est peut-être Laffitte, n'avait eu encore de communications avec la famille d'Orléans. La royauté de Louis-Philippe date de la réponse fameuse que, dans la mati-

1. Pasquier, *Mémoires*, VI, 291.

née du 30, M^{me} Adélaïde, au nom de son frère absent, fit à Thiers et à Dupin, venus en envoyés des députés libéraux¹. Si le message de Talleyrand est du 29, il n'est pas douteux qu'il a eu sur cette réponse la plus grande influence. Hillebrand, qui adopte cette version, nous montre, le lendemain matin, la proclamation du *National* dictée par Talleyrand², l'idée de la lieutenance générale lancée par Benjamin Delessert, chez Laffitte, « dans le sens des instructions de Talleyrand³ » ; la mission de Thiers à Neuilly n'en aurait été que la suite. Ainsi, Talleyrand aurait tout préparé, tout mis en mouvement, tout fait en quelque sorte.

Mais cette date du 29 est inadmissible. Non seulement le texte de Pasquier se rapporte nettement à la journée du 30, mais celui de Bulwer Lytton même contient des contradictions qui permettent de le corriger⁴. Talleyrand commence par envoyer son secrétaire à Saint-Cloud ; celui-ci trouve Charles X sur le point de partir pour Rambouillet. Or, le 29, Charles X était si loin de songer à la fuite qu'il se résignait à grand'peine aux moindres concessions : ce ne fut que vers sept heures du soir, après avoir vu revenir Marmont vaincu, qu'il autorisa d'Argout, Vitrolles et Sémonville à aller à Paris annoncer le retrait des ordonnances et le changement du ministère⁵ ; il était persuadé que l'ordre allait se rétablir aussitôt⁶. Le départ pour Trianon, — et non pour Rambouillet, — eut lieu dans la soirée du 30. Bulwer Lytton écrit encore : « Il ne doit prendre d'autre titre que celui de lieutenant général du royaume qui lui a été accordé. » Ce titre de lieutenant général fut proposé pour la première fois, chez Laffitte, le 30 au matin⁷ ; il ne fut accordé au duc d'Orléans que quand Thiers et Dupin furent revenus de Neuilly. L'erreur de Bulwer Lytton s'explique aisément : il est naturel qu'ignorant le menu détail des journées de Juillet, il ait, soit admis sans critique, soit

1. Voir la version traditionnelle dans Vulaballe, *Histoire des deux Restaurations*, vol. VIII, p. 340-342.

2. Hillebrand, *Gesch. Frankreichs*, I, cix.

3. Id., *Ibid.*, cx.

4. Elles excluent en même temps l'hypothèse de deux messages, dont l'un serait du 29 et l'autre du 30.

5. Marquis de Sémonville, *Revue de Paris*, 1894, V, 92. — D'Argout, *Notes inédites*. — Baron de Vitrolles, *Mémoires et relations politiques*, III, 408.

6. Marmont, *Mémoires*, VIII, 290.

7. Dupin, *Mémoires*, II, 157. Dupin était parmi les assistants.

déformé en le rapportant, un témoignage qui attribuait un rôle si considérable au personnage de son livre.

Le message de Talleyrand à M^{me} Adélaïde est donc du 30 juillet. Est-il antérieur à l'entrevue de la princesse avec Thiers? Rien ne permet de le supposer. Selon le récit de Bulwer Lytton, assez incohérent du reste et difficile à interpréter, le fait se place évidemment dans la seconde moitié de la journée. Pasquier ne donne, à cet égard, que des indications insuffisantes. D'après ce que nous savons de Thiers et de M^{me} Adélaïde, femme d'un caractère ambitieux et énergique, il est vraisemblable que ni l'un ni l'autre n'attendirent, pour agir, les ordres de Talleyrand. Mais cette démarche, même replacée à son moment, dépouillée de l'importance extraordinaire qu'elle aurait pu avoir quelques heures plus tôt, demeure un événement notable. Aucune nouvelle de Neuilly n'était encore parvenue à Paris, et le duc d'Orléans n'était encore ni à Paris ni à Neuilly : il se cachait depuis deux jours dans son parc du Raincy, partagé entre ses espérances et ses craintes. Talleyrand était une des très rares personnes qui en fussent informées, et c'était à M^{me} Adélaïde directement qu'il écrivait¹. Il savait l'influence qu'elle avait sur son frère; il savait que cette influence serait employée à le pousser en avant; il voulait la modérer, la retenir². Il savait aussi que Louis-Philippe, comme saisi d'épouvante en présence de l'occasion soudaine qu'il avait si longtemps souhaitée, « avait peur de ses désirs³ », et qu'il faudrait, dès son retour à Neuilly, aider M^{me} Adélaïde à le décider, à lui montrer surtout qu'il était possible de s'avancer sans se risquer, et, quoi qu'il pût arriver le lendemain, d'en tirer parti.

C'est le sens évident de ce message mystérieux du 30 juillet. Talleyrand invitait le duc d'Orléans à venir à Paris, lui le plus avisé, le plus prudent des politiques. Il ne s'agissait pas de se jeter au hasard et à corps perdu dans la Révolution. « La lieutenante générale ne tranchait pas définitivement la question. Le lieutenant général pouvait négocier avec la famille royale, conclure tels arrangements qui paraîtraient le mieux appropriés

1. Thiers et Dupin, arrivant successivement à Neuilly, croyaient y trouver le duc d'Orléans. Voir Dupin, *Mémoires*, II, 148-149.

2. « Son esprit, dit Pasquier en parlant de M^{me} Adélaïde, me parut confiant jusqu'à la témérité » (*Mémoires*, VI, 309).

3. Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, IX, 289.

aux intérêts du pays¹. » Il le pourrait encore mieux s'il prenait un titre neutre et insignifiant, comme celui de commandant de Paris, se bornant à garantir l'ordre et la sécurité publique après la bataille des rues. Talleyrand est bien dans son personnage en conseillant au duc d'Orléans cette tactique à double face, qui laissait ouverte toutes les voies de retraite. Et il connaissait bien aussi le prince à qui s'adressait ses avis. Surtout, il se savait seul capable d'apaiser certaines de ses craintes. Le message de Talleyrand à M^{me} Adélaïde a une contre-partie qui l'explique et lui donne son sens véritable : les relations de Talleyrand, pendant les journées de Juillet, avec les ambassadeurs étrangers.

V.

A défaut des dépêches officielles, restées pour la plupart secrètes, et qui seules nous permettraient de reconstituer avec certitude le rôle joué par le corps diplomatique, quelques indications d'origine diverse nous permettent de le retracer à peu près, et cette fois encore nous retrouvons Talleyrand. Nous avons vu déjà, le 28 juillet, sir Ch. Stuart en visite rue Saint-Florentin ; en de pareilles journées, un ambassadeur ne sortait pas de chez lui au hasard et sans raison. Il savait que la Révolution pouvait avoir des conséquences européennes de la dernière gravité. La Restauration n'avait-elle pas été l'œuvre de l'Europe coalisée ? Son existence n'était-elle pas une des stipulations essentielles des traités de Vienne ? Si elle tombait, tout ce que les puissances avaient combattu et détruit n'allait-il pas renaître ? — Ces préoccupations étaient aussi celles de Talleyrand : il craignait par-dessus tout « la république et les effrayantes conséquences qu'elle amenait avec elle : l'anarchie, la guerre révolutionnaire et les malheurs auxquels la France avait été arrachée avec tant de peine en 1815². »

La crainte de la guerre avait été, depuis 1815, le grand mobile de la politique internationale. C'est la crainte de la guerre générale qui avait retenu plus d'une fois la Russie, prête à satis-

1. Pasquier, VI, 290. — Selon Pasquier, la lieutenance générale n'était encore qu'un projet et qu'une rumeur, tandis que, selon Bulwer Lytton, elle était déjà décidée et votée par la réunion des députés.

2. Talleyrand, *Mémoires*, III, 327.

faire ses convoitises orientales. C'est à la crainte de la guerre que Metternich a dû ses succès et la place prépondérante qu'il conserva si longtemps dans la diplomatie européenne. C'est elle encore qui dicta aux ambassadeurs étrangers leur conduite pendant la révolution de Juillet. Les plans chimériques de Polignac, qui tendaient à remanier la carte du monde¹, avaient inquiété tous les gouvernements; tous, même les plus absolus, avaient désapprouvé à l'avance le coup d'État de Charles X, qui pouvait mettre en danger la paix. L'empereur de Russie, recevant le duc de Mortemart en audience de congé, lui avait dit : « Le roi de France est maître dans ses États, il peut tout faire à son gré. Mais s'il attaque la Charte, dites-lui bien que nous ne pouvons rien pour lui². » Metternich tenait à Rayneval le même langage : « Vous ne pouvez arriver que par les Chambres; l'Europe ne peut prêter la main à autre chose; un coup d'État perdrait la dynastie³. » C'est dans cet esprit que le corps diplomatique, le 27 juillet, entreprit une démarche collective auprès de Charles X. Le cardinal Lambruschini fut chargé d'aller à Saint-Cloud lui exposer « la situation menaçante dans laquelle le royaume, et par suite l'Europe, pouvaient être jetés⁴. » Le roi ne voulut rien entendre. Dès lors, les ambassadeurs, assez mécontents déjà du gouvernement royal, parurent l'abandonner à son sort.

Le 29 juillet, la victoire des insurgés fit apparaître à leurs yeux un danger bien autrement redoutable que les vellétés belliqueuses du ministère Polignac : autour du drapeau tricolore ressuscité revivaient les passions conquérantes de la grande guerre révolutionnaire. Ce fut alors qu'ils se tournèrent du côté de Talleyrand. Un personnage qui a occupé sous le règne de Louis-Philippe une haute situation au ministère des Affaires étrangères, Capefigue, nous donne à ce sujet quelques indications :

1. Voir à ce sujet Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, VIII, 165, et Gervinus, *Histoire du XIX^e siècle*, XX, 143-144.

2. P. de Bourgoing, *Souvenirs d'histoire contemporaine*, p. 489-491 (témoignage direct).

3. Boullée, *Dernière année de la Restauration*, I, 219 (ouvrage documenté et impartial). — Capefigue, *L'Europe depuis l'avènement de Louis-Philippe*, I, 346-347.

4. Cardinal Lambruschini, *Relation*, citée in extenso dans Créteineau-Joly, *Histoire du règne de Louis-Philippe*, I, 423-429. La date n'est pas fixée expressément, mais le cardinal écrit : « La bataille n'était encore ni bien meurtrière ni bien sanglante » (p. 423).

« Les représentants des puissances étrangères n'avaient pas laissé passer tout le temps de la lutte sans se mettre en communication avec le parti politique, qui seul pouvait fonder à nouveau le gouvernement. L'homme le plus influent de ce parti était M. de Talleyrand¹. » A la visite de sir Charles Stuart succéda celle de l'ambassadeur de Russie, Pozzo di Borgo². Celui-ci était pour Talleyrand une vieille connaissance, et ils avaient des amis communs, entre autres M^{me} de Boigne, très liée avec la famille d'Orléans³.

C'est ici que Talleyrand apparaît clairement comme un de ceux qui ont le plus contribué à fonder la monarchie de Juillet. Pour mieux convaincre les ambassadeurs, il commença par les effrayer. Le semblant de gouvernement établi à l'hôtel de ville, autour du vieux La Fayette, lui servit d'épouvantail. Il fallait avant tout empêcher le pouvoir de tomber aux mains des républicains et des bonapartistes, dont l'avènement ne pouvait être que le signal d'une grande conflagration européenne. Contre eux, il était urgent d'établir un gouvernement régulier, suffisamment populaire, appuyé sur l'élément bourgeois et pacifique de la population, et qui s'engagerait formellement à respecter les traités et à éviter toute occasion de troubles extérieurs. Charles X n'était plus en mesure de réprimer l'insurrection, et d'ailleurs son attitude récente avait donné aux puissances de graves sujets de mécontentement. Après avoir insisté sur tous ces points, Talleyrand proposa, comme la solution unique et providentielle, l'intervention du duc d'Orléans. Loin que la paix en fût compromise, elle en serait affermée et assurée pour l'avenir⁴.

L'entrevue avec Pozzo di Borgo eut lieu dans la soirée du 29, ou au plus tard dans la matinée du 30 juillet. En effet, elle se place avant la réunion du corps diplomatique, qui se fit dans la journée du 30. Ainsi, elle est antérieure à la démarche de Talleyrand auprès de M^{me} Adélaïde. Et ceci suffirait pour donner à cette démarche toute sa portée. Ce qu'il envoyait à Neuilly, c'étaient les avertissements et les encouragements d'un homme

1. Capefigue, *l'Europe depuis l'avènement de Louis-Philippe*, II, 135.

2. *Id.*, *Ibid.*

3. Hillebrand, *Gesch. Frankreichs*, I, LXXXII. — D'Haussonville, *Ma jeunesse* (1814-1830), p. 274. — Guizot, *Études biographiques et littéraires*, p. 158. — Polignac, *Études historiques*, p. 278.

4. Capefigue, *l'Europe depuis l'avènement de Louis-Philippe*, II, 136-137.

qui s'était occupé toute sa vie de politique étrangère et qui, une fois de plus, jugeait la situation intérieure du pays du point de vue européen. S'il engageait le duc d'Orléans à venir à Paris, c'était après en avoir conféré avec les représentants de deux grandes puissances. Quand M^{me} Adélaïde reçut, au château de Neuilly, la visite de Thiers, elle lui exprima ses craintes au sujet des dispositions des gouvernements étrangers¹. Le message de Talleyrand devait avoir pour effet de la rassurer sur ce point, de lui permettre surtout de rassurer son frère et de le déterminer à agir : pourquoi s'effrayer des difficultés extérieures, si Talleyrand lui-même en répondait ?

Le 30 juillet, le corps diplomatique se réunit. Les troupes royales avaient évacué Paris : les représentants des puissances ne devaient-ils pas rejoindre le roi, auprès de qui ils étaient accrédités ? Telle était la question sur laquelle ils avaient à se mettre d'accord et à prendre une résolution commune. Les avis furent partagés ; le nonce Lambruschini, l'ambassadeur de Suède Lœwenhielm, et celui des Deux-Siciles, le prince de Castelluccio, déclarèrent que leur place était à Saint-Cloud, auprès de Charles X, et non dans une ville abandonnée à l'émeute. Mais Stuart et Pozzo di Borgo soutinrent l'opinion contraire : « L'on ne devait prendre aucune initiative ; puisqu'il n'y avait pas de notification officielle des événements, on était censé les ignorer². » Ce n'était là qu'un prétexte : les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie avaient, nous le savons maintenant, d'autres raisons qu'ils ne dirent point. — Le baron de Werther, ambassadeur de Prusse, dont le gouvernement avait aussi à se plaindre de Polignac et de Charles X, se rallia à leur avis. L'on décida de rester à Paris et d'attendre les événements.

Tous les contemporains ont regardé cette résolution comme ayant eu l'influence la plus décisive sur l'issue de la Révolution. La présence des ambassadeurs à Saint-Cloud aurait fortifié le pouvoir royal : surtout, elle aurait rendu impossible la lieute-

1. Cf. le récit de l'entrevue de Neuilly, reproduit partout avec les mêmes détails, dans Vaublanc, *Histoire des deux Restaurations*, VIII, 340.

2. Capetigue, *L'Europe depuis l'avènement de Louis-Philippe*, II, 133 (d'après un témoin). — Viel-Castel, *Histoire de la Restauration*, XX, 690. — Pasquier, *Mémoires*, VI, 315. — Boullée, *Dernière année de la Restauration*, I, 350. — Hillebrand, *Gesch. Frankreichs*, I, CXL. — Quelques-uns de ces textes nous renseignent sur une seconde réunion des ambassadeurs, qui eut lieu le 1^{er} août.

nance générale du duc d'Orléans, qui n'aurait pas voulu risquer la désapprobation et peut-être l'hostilité de l'Europe. « Si le corps diplomatique se fût rendu à Saint-Cloud, écrit Chateaubriand, la position de Charles X changeait. La menace d'une guerre possible eût effrayé la classe industrielle¹. » Polignac assure que « la présence du corps diplomatique à Saint-Cloud aurait eu un immense résultat. Dans des circonstances analogues, et sans appel officiel, les représentants des puissances étrangères s'étaient réunis spontanément autour de don Juan, roi de Portugal². » Le comte de Vaublanc dénonce à la postérité « l'indigne et coupable conduite des ambassadeurs étrangers³. » Marmont se contente d'observer que, si les ambassadeurs s'étaient rendus à Saint-Cloud, « leur attitude eût fait éprouver une crainte salutaire aux factions, et M. le duc d'Orléans, qui est circonspect par nature, eût été frappé d'une protestation aussi formelle et eût hésité à se charger du fardeau d'une couronne acquise avec de si grands dangers⁴. » Et, si les ambassadeurs restèrent à Paris, ce fut sur l'avis de sir Charles Stuart et de Pozzo di Borgo, qui avaient entendu, la veille ou le jour même, Talleyrand leur parler en faveur du duc d'Orléans.

VI.

Le 30 juillet, à onze heures et demie du soir, le duc d'Orléans arriva enfin au Palais-Royal. Peut-être s'était-il arrêté rue Saint-Florentin et avait-il eu avec Talleyrand une courte entrevue; mais l'unique témoignage que nous en avons est insuffisant pour l'établir⁵. Le lendemain, à 7 heures du matin, douze députés venaient au nom des Chambres, lui offrir la lieutenance générale du royaume. Au moment de prendre la détermination d'accepter ou de refuser, a-t-il ou n'a-t-il pas consulté Talleyrand? C'est un nouveau problème à résoudre.

1. Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, IX, 320.

2. Polignac, *Études historiques*, 279-280.

3. Vaublanc, *Mémoires*, chap. xxix.

4. Marmont, *Mémoires*, VIII, 342.

5. Billaut de Gerainville, *Histoire de Louis-Philippe*, II, 348. Cet ouvrage n'est pas sans mérite, et l'auteur a eu connaissance de documents inédits : *Mémoires de Laffitte, de Dumouriez*, etc. Mais, sur le point qui nous occupe, il n'indique pas ses sources.

S'il fallait se fier seulement au nombre des textes affirmatifs, aucun doute ne serait possible. Presque tous les historiens ou chroniqueurs contemporains sont d'accord. « On assure que, quand on vint lui proposer la lieutenance générale, il envoya en hâte le général Sébastiani chez Talleyrand pour le consulter sur le parti à prendre. Talleyrand répondit : « C'est bien, il faut « accepter¹. » — Le duc accepta. » Mais ni le magistrat Boullée, qui ne nous transmet, sous cette forme concise et nette, qu'un on-dit anonyme, ni Sarrans, l'ami de La Fayette, ni Cabet, ni Louis Blanc, ni Odilon Barrot n'ont pu, à supposer que le fait soit réel, en avoir connaissance directement; Dupin, qui, selon quelques-uns, se serait trouvé en même temps que Sébastiani dans le cabinet du prince, est aussi muet que Talleyrand lui-même. Sébastiani ne semble pas en avoir jamais parlé. Comment savoir la vérité sur ce qui s'est passé entre trois ou quatre personnes, dont aucune n'en a livré le secret?

La relation d'un des députés qui vinrent offrir le pouvoir au duc d'Orléans, S. Bérard, a plus de valeur. Après avoir écouté la lecture de l'adresse qu'on lui présentait, le duc d'Orléans demanda à réfléchir. Il insista longuement sur ses liens de famille avec Charles X, sur ses obligations envers la famille royale et ajouta : « Je veux d'ailleurs consulter des personnes en qui j'ai confiance et qui ne sont pas encore ici. » Puis il se retira dans son cabinet où Dupin et Sébastiani l'accompagnèrent². — Il faut noter les paroles prononcées par le duc : « Des personnes en qui j'ai confiance et qui ne sont pas encore ici. » Il ne pouvait être question de Laffitte, qui figurait parmi les signataires de l'adresse, ni de M^{me} Adélaïde, sur les instances de qui le duc était venu à Paris. La duchesse d'Orléans ne compta jamais parmi les conseillers politiques de son mari. Ces noms écartés, celui de Talleyrand se présente de lui-même et s'impose presque. La distance du Palais-Royal à la rue Saint-Florentin est assez courte pour que Sébastiani ait eu le temps d'aller voir Talleyrand et de rapporter une réponse pendant que le duc, avec Dupin, préparait sa proclamation au peuple de Paris³. D'ailleurs, ce besoin d'un der-

1. Boullée, *Dernière année de la Restauration*, II, 35. — Sarrans, *La Fayette et la Révolution de 1830*, I, 255. — Cabet, *Révolution de 1830*, p. 119. — Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, I, 339. — Odilon Barrot, *Mémoires*, I, 126. — Hillebrand, *Gesch. Frankreichs*, I, cxvii.

2. S. Bérard, *Souvenirs historiques sur la Révolution de 1830*, p. 132.

3. Id., *Ibid.*, p. 137.

nier conseil, au moment décisif, est bien dans le caractère de Louis-Philippe, indécis, défiant, tourmenté d'ambition et de crainte. Le fait est donc, sinon prouvé, du moins très vraisemblable et probable. Si nous l'admettons avec Hillebrand, l'on peut dire vraiment que Talleyrand a tenu entre ses mains le sort de la Révolution et celui du pays.

Entre l'établissement de la lieutenance générale et la proclamation de la royauté nouvelle, Talleyrand ne se montra pas plus que pendant les jours précédents. Mais il continua à faire parvenir au duc d'Orléans des informations et des conseils. Il représentait le parti des précautions et des transitions bien ménagées. Comme il l'avait dit à Pasquier, « il fallait avant tout négocier. » Après l'abdication de Charles X en faveur de son petit-fils le duc de Bordeaux, l'on pouvait concevoir un régime intermédiaire entre la légitimité et l'orléanisme. C'était la royauté du duc de Bordeaux sous la régence du duc d'Orléans. « A en croire M. de Sémonville, en ses mémoires inédits, Talleyrand, au dernier moment, aurait eu l'intuition, le pressentiment des graves conséquences qui devaient découler de l'accession au trône du duc d'Orléans... Il aurait émis l'avis, devant le lieutenant général, de faire prolonger jusqu'à vingt-cinq ans, sous sa régence, la minorité du duc de Bordeaux. Le prince eût de la sorte recueilli tous les profits du pouvoir, en s'en épargnant les chances fâcheuses¹. »

D'ailleurs, il ne dut pas insister longtemps sur la nécessité d'une régence. Nous l'avons vu, le 30 juillet, préférer au titre de lieutenant général celui de commandant de Paris. Le lendemain matin, il n'hésita pas à recommander au duc d'Orléans d'accepter la lieutenance générale. De même, il est assez probable qu'après avoir défendu la cause de Henri V pendant quelques jours, il fut, comme l'assure Capefigue, « un des esprits supérieurs qui décidèrent le prince à l'acceptation de la royauté². » Une anecdote curieuse et assez peu connue semble trahir une dernière fois son action secrète avant l'avènement de Louis-

1. Billault de Gérainville, *Histoire de Louis-Philippe*, II, 455. Le duc de Bordeaux n'avait pas dix ans, le duc d'Orléans en avait déjà cinquante-sept. Sémonville fut de ceux qui appuyèrent cette combinaison. Voir Sémonville, *Mémoires sur la Révolution de 1830* (*Revue de Paris*, 1894, t. V, p. 100).

2. Capefigue, *L'Europe depuis l'avènement de Louis-Philippe*, II, 28. — Marquis de Flers, *le Roi Louis-Philippe*, 109.

Philippe. Dans la nuit du 7 au 8 août, Charles X, sur la route de l'exil, fut rejoint par un émissaire du duc d'Orléans, qui lui proposa de ramener son petit-fils à Paris. La démarche était de pure forme, car il était beaucoup trop tard, on peut le démontrer, pour qu'elle eût le moindre effet pratique, même si Charles X avait accepté. Mais elle préparait pour ainsi dire l'événement du lendemain, elle l'excusait aux yeux de l'Europe et aux yeux de Louis-Philippe lui-même. Or, celui qu'on avait chargé de cette mission délicate autant qu'illusoire était un diplomate étranger, le colonel Cradock, attaché à l'ambassade d'Angleterre. Il n'était à coup sûr parti que sur l'ordre de son ambassadeur, sir Charles Stuart, et nous connaissons les relations de celui-ci avec Talleyrand. Ne faut-il pas voir là un coup suprême de cette diplomatie astucieuse, qui s'entendait si bien à travestir la Révolution en *quasi-légitimité* et la monarchie en Révolution¹?

Le 9 août 1830, le prince de Talleyrand était au nombre des pairs du royaume qui assistèrent au couronnement de Louis-Philippe. Peu de temps après s'ouvrait une nouvelle phase de cette longue et étonnante carrière : il était nommé ambassadeur de France à Londres.

VII.

Nous savons maintenant ce qu'il faut penser du rôle de Talleyrand en 1830. Il n'est pas vrai qu'il ait accepté purement et simplement une solution providentielle. Il n'est pas vrai qu'il se soit rallié à un gouvernement tout fait. Ses relations avec la coterie orléaniste sous la Restauration, son message à M^{me} Adélaïde dans la journée du 30 juillet, ses pourparlers avec les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie, qui déterminèrent le corps diplomatique à rester à Paris, les conseils successifs où se reconnaît sa prudence cauteleuse et sa prévision sagace de l'événement prochain, tout cela paraît bien établi. Hillebrand, malgré ses

1. Le récit de cette démarche se trouve dans une lettre du comte Raczinski à Donoso Cortès, du 12 décembre 1851. Raczinski en tenait les détails de Cradock lui-même, devenu lord Howden et ambassadeur d'Angleterre à Madrid. Voir comte Adhémar d'Antioche, *Deux diplomates*, 251-253. Confirmé par deux dépêches de Wellington à lord Aberdeen, du 15 et du 16 août 1830 (*Dispatches, Correspondence and Memoranda of the Marshal duke of Wellington*, II^d series, vol. VII).

exagérations, a raison : Talleyrand a fait autant ou plus que personne pour la fondation de la monarchie de Juillet.

Mais alors, pourquoi ce silence obstiné des *Mémoires*? A ce sujet, nous ne pouvons que proposer une hypothèse. — Dès le départ de Talleyrand pour Londres, les partis extrêmes commencent à reprocher au gouvernement cette collaboration suspecte et à en dénoncer l'influence cachée. « Depuis 1815, M. de Talleyrand se tenait éloigné, ostensiblement du moins, des affaires politiques. Aujourd'hui, il remonte sur la scène. Il ne trouve pas sans doute sa vie assez complète, lui qui fut toujours mêlé sans danger à nos catastrophes, lui qui, mobile comme la fortune, a plané inaperçu sur les grands événements¹. » — En 1831, la retraite de Laffitte eut pour motif un fait assez grave au point de vue constitutionnel : des dépêches diplomatiques avaient été échangées entre le roi et son ambassadeur à Londres sans que le conseil des ministres en fût informé. Selon le duc de Broglie, Talleyrand à Londres était bien autre chose qu'un simple ambassadeur : « M. Molé voyait bien que, *le foyer des affaires une fois placé à Londres*, sous la coupe de M. de Talleyrand, tout se ferait directement entre un si gros bonnet et le roi, sauf à se débattre de notre côté dans un conciliabule secret entre le roi, M^{me} Adélaïde, sa sœur, et le général Sébastiani, confident de l'un et de l'autre². » Ainsi, Talleyrand aurait été une sorte de premier ministre *in partibus*, et, autour de lui, nous retrouvons les mêmes personnes qui, en 1830, avaient servi d'intermédiaires entre lui et le duc d'Orléans, Sébastiani, M^{me} Adélaïde. C'est une sorte de gouvernement occulte, qui, pendant plusieurs années, aurait dirigé les affaires de la France³.

Mais cela, le public français devait l'ignorer. Il le fallait dans l'intérêt de la dynastie nouvelle. Déjà, les républicains et les bonapartistes, quand ils venaient seulement à soupçonner l'existence de ce pouvoir illégal et irresponsable, en faisaient le thème quotidien de leurs attaques. On ne voulait pas avouer que le foyer des affaires était à Londres, où se négociait la paix euro-

1. *Nomination de M. de Talleyrand à l'ambassade d'Angleterre*. Paris, 1830, in-8°. Cette brochure anonyme contient de curieux extraits de journaux et une chronologie éloquentes de la vie de Talleyrand.

2. Duc de Broglie, *Souvenirs*, IV, 57.

3. Voir quelques-unes des lettres échangées entre Talleyrand, Louis-Philippe et M^{me} Adélaïde de 1830 à 1834 dans *Talleyrand et la maison d'Orléans*, par la comtesse de Mirabeau.

péenne sur la base des traités de Vienne, confirmés et consolidés. La Révolution s'était faite surtout contre ces traités détestés, autour du drapeau tricolore qui représentait pour la nation française les souvenirs de vingt-cinq ans de guerres. L'on ne voulait pas qu'il fût trop clair que le directeur de la politique nationale, au lendemain de 1830, c'était Talleyrand, l'homme de 1814. Si l'on avait su que, pendant les journées de Juillet, Talleyrand s'était employé à faire prévaloir la solution orléaniste comme celle qui convenait à ses vues de diplomate et garantissait le mieux le *statu quo* européen, l'opinion se serait soulevée. C'est sans doute pourquoi Talleyrand a voulu que, même après sa mort, on ne sût rien du rôle qu'il avait joué en 1830. De fait, ce que nous parvenons à en entrevoir jette un jour singulier sur les origines de la monarchie de Juillet et sur la Révolution même, tout entière dominée par des intérêts, des passions et des calculs de politique étrangère.

Paul MANTOUX.
